

CE MONDE QUI BOUGE

## Libyē, Dānēmārk, le mal est profond

Encore une fois, les voix de nos religieux se sont faites plutôt discrètes. Pourtant, ce qui s'est passé en Libye, cette décapitation collective de travailleurs égyptiens par la branche libyenne de l'Etat islamique (EI), des Egyptiens de condition très modeste, pour ne pas dire pauvre, de confession copte, venus en Libye pour travailler et faire vivre leurs familles en Egypte, est ignoble.

A faire vomir. Et plus que tout, ces décapitations font plus de tort à l'Islam que les caricatures vilipendées par nos religieux. Autre image, l'attaque terroriste de Copenhague perpétrée par un jeune Danois d'origine palestinienne, attaque que Benyamin Netanyahu a tenté d'instrumentaliser en appelant les Juifs danois à émigrer vers Israël. Et qu'ont répondu les Juifs danois au Premier ministre israélien ? Que le Danemark est leur pays et qu'ils s'y sentent bien et en sécurité. Belle leçon à méditer.

Mais des faits cités ci-dessus, que retirent les non-musulmans quand ils voient de telles images passant en boucle sur les chaînes télé, accompagnées de commentaires plus ou moins tendancieux, quand ils ne sont pas stigmatisants à l'endroit des gens de culture et de confession musulmanes, sinon la vision d'une religion prônant la violence ? Allez, après une telle médiatisation relayée et amplifiée de surcroît jusqu'à l'absurde par les réseaux, expliquer aux non-musulmans que l'Islam n'a rien à voir avec ces crimes ou, comme le font certains, renvoyer tout le monde dos à dos. Ce discours-là est dépassé. Personne n'y croit. Car il faut aller plus loin.

Loin de partager les vues de Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah libanais, on ne peut honnêtement que lui donner raison quand il déclarait en janvier dernier – et il a été l'un des rares religieux à le faire – à propos des crimes commis et mis en scène par l'EI : «A travers leurs actes immondes, violents et inhumains, ces groupes ont porté atteinte au Prophète et aux musulmans plus que ne l'ont fait leurs ennemis.» J'aurais aimé que ces paroles soient prononcées par un religieux sunnite. Ce ne fut pas le cas, et c'est bien dommage !

En Algérie, par exemple, on n'a pas tiré les leçons de la décennie noire. Au nom de la réconciliation nationale, le pouvoir politique n'a cessé de faire oublier les crimes commis par les islamistes, aidés par ailleurs par ceux qui n'ont cessé de distiller le doute sur les auteurs des massacres de civils et sur l'idéologie les légitimant.

Quand des attaques étaient perpétrées, comme les attentats-suicides de 2007 contre le Palais du gouvernement et le siège de l'ONU mais aussi contre le siège de la Cour suprême, on les attribuait à des «égérés», voire à la «main de l'étranger».

C'est quoi un «égéré» ? C'est quoi «la main de l'étranger» ? Tout à sa politique de réconciliation, le discours officiel était allé jusqu'à ignorer que les auteurs de ces attaques revendiquaient leurs actes au nom d'une organisation et de leur vision de l'Islam. Le résultat d'une telle politique est là.

Quinze ans après la fin des massacres de civils, mais pas du terrorisme, les nouvelles générations ne croient pas que les repentis vivant parmi eux aient été les auteurs ou complices de ces crimes innommables. Tout se passe comme si les compteurs avaient été mis à zéro. Qui plus est, sur fond de vide socio-politique, de chômage et de précarité, le discours religieux extrémiste s'est propagé au point où l'on assiste à une sorte d'engouement chez les jeunes envers les djihadistes de l'EI.

Aussi, s'il faut saluer la création prochaine d'un observatoire national de lutte contre l'extrémisme religieux en Algérie, annoncé par le ministre des Wafks, Mohamed Aïssa, il n'en reste pas moins qu'elle est symptomatique de la dangerosité de la situation. Car le mal est plus profond qu'on ne le croit.

H. Z.

## Mobilis accompagne le mouvement associatif à Béjaïa

Mobilis poursuit son programme d'accompagnement du mouvement associatif à travers toutes les wilayas du pays, en faisant escale, pour ce début d'année, dans la capitale des Hammadites.

Au total, ce sont dix associations qui bénéficieront d'un soutien financier pour la réalisation de divers projets : sociaux, sportifs, culturels et environnementaux. A cet effet, une cérémonie de signature des contrats et remise des chèques sera organisée, le 19 février 2015.

La visite de la délégation de Mobilis, conduite par son Président-directeur général Monsieur Saâd Damma, coïncide, également, avec une animation organisée à l'occasion du lancement de la 3G++ au niveau de la wilaya de Béjaïa.

Une cérémonie à laquelle prendront part les joueurs du MOB (Mouloudia olympique de Béjaïa) qui seront au rendez-vous avec leurs fans pour une séance de dédicace au niveau de notre Agence Mobilis de Béjaïa.

A travers son programme d'accompagnement du mouvement associatif et caritatif, Mobilis confirme son positionnement d'opérateur citoyen par excellence. Pour rappel, plusieurs actions similaires ont été lancées dans différentes wilayas du pays à savoir : Béchar, Illizi, Tindouf, Djelfa et Tipasa.



Par Hassane Zerrouky

## LES CHRÉTIENS D'ORIENT DÉSEMPARÉS FACE AU COMLOT CONTRE BACHAR AL ASSAD

# Résistances contre GME

**La résistance de Bachar et des chrétiens de Syrie fait grincer la machine criminelle du GME et perturbe l'Otan. Résistance.**

De notre bureau  
de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Du temps où il était aux affaires en France et qu'en même temps l'Otan l'avait chargé de missions ciblées (Libye, notamment), N. Sarkozy conseillait aux chrétiens d'Orient de quitter leurs patries et de venir «s'installer en Occident». Paroles en l'air ? Mots dépassant la pensée de leur auteur ? Improvisations au Levant ? Il serait idiot de croire à ça. Sarkozy mandaté par l'Alliance atlantique, au parfum des intentions du «Traité», traduisait médiatiquement un plan étudié. Minutieux. Elaboré.

Les néoconservateurs américains emmenés par les deux Bush l'ont appliqué en Irak avec les résultats que l'on sait.

Pourtant, aussi paradoxal et criminel que ce dispositif le laisse paraître, il est aux yeux de ses concepteurs réussi, opérationnel, à nul autre pareil en génie et en haute stratégie. Le GME, ou Grand-Moyen-Orient pour les francophones, consistait et consiste toujours en le démantèlement des Etats nations, des entités reconnues à l'ONU pour les transformer en petites entités

ethniques, confessionnelles, tribales, voire familiales. En Irak on parle, actuellement, plus de chiïtes, de sunnites, de Kurdes que de citoyens ou même de ressortissants irakiens. Le terrain est propice pour l'éclatement institutionnel du pays, sans doute faudra-t-il une étape transitoire qu'on appellera fédéralisme. Tout le monde y est prêt. Au Yémen, on dit les houtistes, ceux du sud ou du nord, les Ismaélites ou les non-musulmans, au Liban, plus question de parler d'autre chose que de Hezbollah, de Maronites ou de ceux du Djabal concernant les chiïtes.

Bahreïn, Soudan-Sud et Soudan-Nord, Sinaï qu'on prend soin médiatiquement de ne plus accoler à l'Egypte, partout c'est le chaos organisé, le désordre scientifique, la désolation travaillée et le désespoir entreteenu. Le GME, pour rappel, concerne aussi l'Afrique du Nord. Les stratèges américains et de l'Otan considèrent la Libye, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc ou la Mauritanie comme l'autre versant du Levant, c'est tout bonnement le couchant. Donc le complot a commencé en Libye et a failli réussir en Tunisie grâce au duo infernal Marzouki-

Ennahda. Les Tunisiennes et les Tunisiens ont été vigilants, mais ce n'est qu'une bataille de remportée, les comploteurs reviendront à la charge avec d'autres mots d'ordre et une autre tactique. L'argent ne manque pas.

Le Qatar et l'Arabie Saoudite y pourvoiront. Le GME est donc en marche, beaucoup plus raffiné avec Obama qu'il ne l'était avec Bush junior. Obama privilégie le renseignement, les élites locales et les forces d'appoint sur l'intervention militaire et le débarquement des bidasses.

L'affaire syrienne, pourtant, a fait grincer la machine impérialiste et a déjoué le plan global. La résistance de l'Etat syrien, la solidarité des citoyens entre eux et notamment le caractère laïque des institutions ont permis d'endiguer les vagues de la terreur islamiste, financée, armée, entraînée et instruite par l'Otan, la CIA, le Mossad et d'autres services comme ceux de la Turquie.

La présence en nombre d'autres obédiences que musulmanes, chrétiennes, polythéistes, des référents culturels et ethniques différents, le soutien sans faille de la Russie de Poutine à un Etat avec lequel il est lié par des traités suprêmes ont, pour le moment, défilé le djihadisme assassin. Certes, la Syrie est en grande partie détruite, son histoire

piétinée, ses musées saccagés, ses souks, les premiers au monde, ravagés et son économie au bord du gouffre. Mais c'est mieux qu'un Etat islamiste, bandit à la solde de l'Otan.

La Syrie a bénéficié aussi, c'est l'autre élément du maintien de Assad, des sympathies de l'Eglise catholique romaine. Pour des raisons de proximité religieuse avec les chrétiens de Damas et aussi parce que le pape français est un homme juste, sincère et est un vrai croyant. Il a, à plusieurs reprises, pris la parole à Rome, à Bruxelles, à Paris, à Strasbourg pour défendre les musulmans. Argentin, ayant vécu à côté des humbles et des parias, il sait ce que veut dire exil, faim, sans-papiers, éloignement, relégation, vagabondage.

Pour être sûr et convaincu de la logique du GME, il suffit de constater que seules les Républiques, certes pas toujours parfaites, et les Etats séculiers qui sont visés. Egypte, Syrie, Tunisie, Libye, Algérie dans les années 90 et, sans doute, aussi à l'avenir, Yémen, Liban. Jamais l'Arabie Saoudite, Qatar, les Emirats, le Maroc, la Jordanie. La Turquie laïque, il est vrai, est préservée. Membre de l'Otan, elle joue un rôle déstabilisateur et criminel «intéressant» pour le GME.

A. M.

## TUNISIE

# Quatre gendarmes tués dans une attaque armée à la frontière algérienne

**Quatre gendarmes tunisiens ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi par une «attaque terroriste» menée près de la frontière algérienne dans une zone où un groupe jihadiste est actif, selon le ministère de l'Intérieur.**

«Le ministère de l'Intérieur annonce que le 18 février, à la suite d'une attaque terroriste à Boulaâba dans le gouvernorat de Kasserine, quatre héros de la Garde nationale sont tombés en martyrs», a indiqué le ministère dans un bref communiqué ne donnant aucune autre précision.

Un journaliste de l'AFP a pour sa part vu la voiture des gendarmes criblée de balles, retournée et le pare-brise brisé sur le bord d'une route à quelques kilomètres de la ville de Kasserine. Boulaâba est situé dans la région

du mont Chaâmbi, un massif montagneux à la frontière algérienne où est actif le principal maquis jihadiste tunisien.

Ce groupe, lié à Al-Qaïda, est pourchassé depuis décembre 2012 par les forces de sécurité tunisiennes qui tentent de neutraliser ces combattants sans succès malgré plusieurs campagnes de bombardements et opérations terrestres.- Des dizaines de militaires et policiers ont été tués ou blessés dans des embuscades et dans les explosions de mines disséminées dans la zone de Chaâmbi mais aussi plus au nord, le long de la frontière. Ce groupe, la «phalange Okba Ibn Nafaâ», est notamment responsable de l'attaque la plus sanglante de l'histoire de l'armée tunisienne (15 soldats tués à Chaâmbi en juillet). Il a aussi revendiqué un assaut fin mai contre le domicile du ministre de l'Intérieur de l'époque. Un compte twitter proche de la phalange Okba Ibn Nafaâ s'est d'ailleurs réjoui de cette attaque mercredi sans pour autant émettre de revendication. «Dieu est le plus grand, Dieu soit loué, une patrouille de la garde païenne a été attaquée à Boulaâba

près du mont Chaâmbi, tuant quatre gendarmes», est-il indiqué sur ce compte qui par le passé a servi de relais d'informations pour le groupe jihadiste actif dans la zone du mont Chaâmbi. La Tunisie connaît depuis la révolution de janvier 2011 un essor de la mouvance jihadiste armée. Le pays avait en particulier été profondément déstabilisé en 2013 par les assassinats de deux personnalités anti-islamistes.

Ces derniers mois, à l'approche des élections générales de fin 2014, la police a dit multiplier les arrestations, assurant avoir déjoué plusieurs attentats. Par ailleurs, la Tunisie est devenue l'une des principales terres de recrutement pour les groupes islamistes armés en Syrie, en Irak ainsi qu'en Libye. De 2 000 à 3 000 Tunisiens combattraient ainsi dans les rangs des jihadistes à l'étranger. Cinq cents autres sont pour leur part rentrés en Tunisie, selon la police, et sont considérés comme l'une des plus grandes menaces sécuritaires pour le pays.

## SITUATION EN LIBYE

# L'Italie multiplie ses appels à la communauté internationale

**L'Italie, qui redoute l'installation d'un «califat» en Libye, a averti mardi que le temps était compté pour une solution politique, face au renforcement de l'organisation de l'Etat islamique (EI) à 350 km de ses côtes.**

«La détérioration de la situation sur place requiert un changement de rythme de la part de la communauté internationale avant qu'il ne soit trop tard», a déclaré hier le ministre italien des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni, devant les députés.

Le temps est d'autant plus limité, a expliqué M. Gentiloni, qu'il existe en Libye des risques «évidents» de fusion entre l'EI et des milices locales. «Nous sommes face à un pays au territoire immense et aux institutions défaillantes et cela a des conséquences potentiellement graves non seulement pour nous mais aussi pour la stabilité et la permanence des processus de transition dans les Etats africains

voisins». L'Italie redoute aussi un «exode massif» de migrants depuis la Libye, où déjà chaque jour des centaines d'entre eux sont récupérés en mer par les sauveteurs italiens.

Près de 4 000 ont ainsi été sauvés depuis vendredi dernier, ce qui dépasse déjà largement le total du mois de février 2014, une année pourtant record, selon le décompte de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Plus de 330 de ces migrants ont toutefois trouvé la mort la semaine dernière, la plupart en raison du froid, et l'Italie a depuis appelé au renforcement de l'opération Triton de surveillance des côtes, gérée par l'Union européen-

ne, qui a remplacé l'opération plus ambitieuse de sauvetage en mer, Mare Nostrum.

Il est donc urgent pour Rome de ramener la stabilité en Libye où l'unique solution, a insisté M. Gentiloni, est «politique», assurant que l'Italie ne voulait ni «aventures et encore moins de croisades».

Le gouvernement italien est prêt en revanche à s'investir fortement dans le désarmement des milices et leur intégration dans l'armée régulière, la reconstruction des infrastructures libyennes et la relance de plans de coopération, gélés depuis plus d'un an.

L'Italie espère que la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, prévue hier à New York, fasse prendre conscience de la nécessité de «redoubler les efforts pour favoriser le dialogue politique» en Libye. Les grandes puissances occidentales, dont l'Italie, ont rendu publique mardi une déclaration commune dans laquelle

elles affirment la nécessité d'une «solution politique» en Libye et appellent à la formation d'un gouvernement d'unité nationale qu'elles sont prêtes à soutenir.

La formation d'un gouvernement d'unité nationale, que ces grandes puissances occidentales (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Espagne) se disent prêtes à soutenir, «constitue le meilleur espoir pour les Libyens», selon cette déclaration.

Celle-ci annonce par ailleurs que le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Bernardino Leon, convoquera dans les prochains jours une série de réunions dans le but d'aboutir à la formation de ce gouvernement d'unité nationale.

Ceux qui ne participeront pas à ce processus de réconciliation s'excluront de «la solution politique en Libye», ajoute cette déclaration.